

Questions autour de la présidence espagnole de l'UE

La décision de Pedro Sanchez d'appeler à des élections anticipées en juillet complique potentiellement la mission de Madrid à l'échelon européen au deuxième semestre.



S'il était vaincu le 23 juillet, Pedro Sanchez pourrait chercher l'an prochain à remplacer Charles Michel à la présidence du Conseil européen. (JOHN THYS/AFP)

L'annonce inattendue de [législatives anticipées](#) en Espagne, maintenant prévues pour le 23 juillet, pose de nombreuses questions sur la présidence semestrielle de l'UE que Madrid doit assumer à partir du 1er juillet.

Il n'est certes pas inhabituel pour un Etat membre d'organiser un scrutin pendant une présidence du Conseil de l'UE. Mais quand cela s'est produit pour la France au premier semestre 2022, Paris s'est (brièvement) posé la question d'un report.

Une campagne nationale absorbe évidemment du temps, de l'énergie et des ressources humaines qui ne sont pas consacrées à l'échelon européen. Dans le cas de l'Espagne, dont ce sera la cinquième présidence (la dernière remontant à 2010), entre en ligne de compte la forte probabilité d'une alternance, compte tenu du camouflet enregistré par le PSOE de Pedro Sanchez aux régionales et municipales du 28 mai.

Alternance possible

Si jamais le Partido Popular revenait au pouvoir, il y aurait fatalement, au cours de l'été et à la rentrée de septembre, une phase de transition au cours de laquelle les ministres devraient se familiariser avec des dossiers européens souvent complexes. On a vu, début 2023, des ministres suédois parfois tâtonner alors que le gouvernement de droite est entré en fonction à la fin 2022.

Une nouvelle équipe à la Moncloa pourrait aussi vouloir réorienter les priorités de l'Espagne. « Mais il faut prendre en compte que le rôle de la Présidence est de faciliter les accords, souligne Eric Maurice, de [la fondation Robert Schuman](#). Un nouveau gouvernement espagnol aurait certes un levier : la possibilité de proposer de nouveaux amendements, mais aussi une limitation : son devoir de s'exprimer au nom des Vingt-Sept plus qu'en son nom propre ».

Pacte de stabilité

Un des dossiers phares que Madrid doit coordonner, au second semestre, porte sur la [rénovation du pacte de stabilité](#). En jeu : le degré de flexibilité qui sera laissé aux capitales nationales, à l'avenir, dans la définition de leurs trajectoires budgétaires.

La Ministre de l'Economie Nadia Calvino, une ancienne haute fonctionnaire européenne qu'on dit très intéressée par la présidence de la Banque européenne d'investissement, connaît toutes les dimensions du sujet par coeur. S'il y a alternance, son ou sa remplaçante devra plonger dedans au plus vite.

Autre priorité européenne : le pacte migration et asile, proposé par la Commission européenne dès 2020. La Présidence française en a fait avancer deux chapitres importants en juin 2022, mais il reste beaucoup de travail dans ce dossier clivant sur lesquelles les sensibilités nationales sont très vives.

On peut aussi citer la politique commerciale. Alors que se tiendra à Bruxelles, les 17 et 18 juillet un sommet entre l'UE et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, Madrid, soutenu par Berlin, aimerait enfin finaliser l'accord de [libre-échange avec le Mercosur](#). Jusqu'ici, Emmanuel Macron a posé des conditions drastiques de respect par les quatre pays concernés de normes strictes, notamment pour la production agricole, qui irritent Brasília.

Présidence hongroise

Officiellement, Madrid assure qu'il n'y a pas de raison de s'inquiéter. « Le bureau de coordination de la PEUE 2023 garantit son déroulement normal sans interférence avec l'activité du gouvernement espagnol », assurait lundi la Représentation permanente à Bruxelles.

Ces questions sur la présidence espagnole interviennent alors que les eurodéputés doivent voter le 1er juin une résolution qui met en doute la capacité de la Hongrie à assumer sa propre présidence, prévue au deuxième semestre 2024.

Alliance avec l'extrême droite

Les milieux européens regarderont de très près le résultat des législatives espagnoles, et notamment l'inclination éventuelle du Parti populaire à nouer une alliance avec le parti Vox d'extrême droite. Ce dernier appartient à la formation eurosceptique ECR menée par Giorgia Meloni, la Présidente du Conseil italien. Depuis des mois, les conservateurs européens envoient des [signaux de rapprochement](#) avec cette constellation qui abrite les Fratelli d'Italia et Droit et Justice, au pouvoir à Rome et Varsovie.

S'il était vaincu le 23 juillet, Pedro Sanchez pourrait chercher l'an prochain à remplacer Charles Michel à la présidence du Conseil européen. Mais outre qu'il sera difficile de nommer un président défait par les urnes, Pedro Sanchez a d'ores et déjà de solides concurrents pour le poste : Antonio Costa et Xavier Bettel, premiers ministres du Portugal et du Luxembourg.